



ACCORD-CADRE SUR LES HORAIRES VARIABLES

SOMMAIRE

I- CHAMP D'APPLICATION.....	5
II- PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	5
2.1. Période de référence	5
2.2. Les plages horaires	5
2.3. Heures excédentaires et heures supplémentaires	6
2.3.1. Heures excédentaires	6
2.3.2. Heures excédentaires et durée du travail	6
2.3.3. Heures supplémentaires.....	6
III- CADRE DE RÉFÉRENCE DU RÉGIME DES HORAIRES VARIABLES.....	7
3.1. Dispositif général.....	7
3.1.1. Plages horaires.....	7
3.1.2. Reports créditeurs et débiteurs.....	7
3.1.3. Répartition du temps de travail et temps de travail minimum et maximum	8
3.1.4. Permanences	8
3.1.5. Disposition applicable aux femmes enceintes.....	9
3.2. Dispositifs particuliers des services connaissant des contraintes horaires	9
3.2.1. Services dont les contraintes d'exploitation imposent la présence de tout ou partie du personnel avant 7 heures 30 le matin ou le soir après 19 heures	9
3.2.2. Services dont l'activité se déroule sur une amplitude journalière élargie avec l'alternance d'agents sur un même poste de travail.....	9
IV- PROCÉDURES DE MISE EN ŒUVRE	10
4.1. Mise en place	10
4.1.1. Élaboration d'un règlement local d'horaires variables	10
4.1.2. Contenu du règlement local d'horaires variables.....	10
4.1.3. Période d'essai	10
4.2. Révision d'un règlement d'horaires variables.....	11
4.2.1. Modifications nécessitant une information du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et du Comité d'Établissement.....	11
4.2.2. Autres modifications nécessitant un avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et du Comité d'Établissement.....	11
4.3. Retour à un régime d'horaire collectif	11
V- ENREGISTREMENT DES HORAIRES	12
VI- TEMPS PARTIEL.....	13
6.1. Définition légale	13
6.2. Régime d'horaires variables et temps partiel.....	13
6.3. Répartition et durée des vacations	13

VII- NON-RESPECT DES DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES.....	14
7.1. Enregistrement sur plage fixe	14
7.2. Enregistrement au-delà des plages mobiles	14
7.3. Omission d'enregistrement	14
7.4. Dépassement du cumul négatif autorisé de 7h30	14
7.5. Non-régularisation d'un report débiteur inférieur ou égal à 7h30 dans le délai de 3 mois	15
7.6. Dépassement des reports créditeurs.....	15
7.7. Permanence non travaillée.....	15
7.8. Utilisation frauduleuse de la carte d'enregistrement des horaires.....	15
7.9. Autres manquements individuels	15
VIII-DISPOSITIONS DIVERSES	16
8.1. Information des agents.....	16
8.2. Dates d'effet	16
8.3. Protocoles locaux d'horaires variables en vigueur.....	16
8.4. Commission de suivi	16
8.5. Révision et dépôt de l'accord.....	17

PRÉAMBULE

La mise en place d'un régime d'horaires variables a rencontré, depuis 1990, une large adhésion du personnel. Le fonctionnement des services et succursales s'est révélé le plus souvent compatible avec des horaires individualisés.

Ce nouvel accord cadre, qui se substitue à l'accord du 29 juin 1990, vient conforter le dispositif existant en prenant en considération les évolutions législatives et conventionnelles intervenues ces dernières années et en élargissant le champ d'application des horaires variables à des organisations du travail qui ne pouvaient jusqu'alors s'y conformer.

L'accord national établit le socle à partir duquel, dans le cadre d'une concertation locale, les règlements locaux d'horaires variables pourront ensuite être élaborés. C'est en conciliant au mieux cet aménagement individuel du temps de travail et les nécessités de service que les régimes d'horaires variables pourront contribuer efficacement au bon fonctionnement des unités.

ACCORD-CADRE SUR LES HORAIRES VARIABLES

Le présent accord a pour objet d'établir le cadre de la mise en place des horaires variables à la Banque. Il fixe les règles générales.

I- CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord est susceptible d'être appliqué au personnel employé par la Banque dont le temps de travail est décompté en heures à l'exception de ceux qui relèvent d'organisations particulières du travail ou d'autres dispositions conventionnelles non compatibles avec un régime d'horaires variables.

II- PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le présent accord entre dans le cadre des dispositions relatives à la mise en œuvre des horaires individualisés tels que définis par l'article L. 212-4-1 du Code du travail.

2.1. Période de référence

La période de référence à l'issue de laquelle le temps de travail est décompté est la semaine civile.

La durée hebdomadaire du travail attendue correspond au produit de la durée quotidienne de référence par le nombre de jours travaillés au cours de la semaine. Si la période de décompte du temps de travail dépasse le cadre hebdomadaire, la durée de travail attendue est déterminée en fonction de la formule d'aménagement du temps de travail retenue. Cependant, les reports débiteurs et créditeurs s'apprécient dans le cadre hebdomadaire.

2.2. Les plages horaires

Le système des horaires variables repose sur la mise en place d'un système de plages fixes et de plages mobiles :

- ♦ La ou les plages fixes requièrent la présence obligatoire de l'ensemble des agents de l'unité sauf absences exceptionnelles ou congés autorisés. Elles permettent un travail en commun indispensable à la bonne marche du service. Les nécessités d'exploitation doivent être prises en compte lors de la fixation du début et de la fin de chaque plage fixe.
- ♦ La ou les plages mobiles permettent aux salariés de moduler selon leur choix et dans le respect des principes de la gestion concertée des horaires, leur heure d'arrivée, de repas et de départ.

Il ne pourra être imposé à un agent un départ avant le terme de sa durée quotidienne de travail de référence en raison d'un volume d'activité insuffisant.

2.3. Heures excédentaires et heures supplémentaires

2.3.1. Heures excédentaires

Toute heure effectuée au-delà de la durée réglementaire de référence sur l'initiative de l'agent qui détermine seul ses heures de présence, dès lors que le volume de travail le justifie, constitue une heure excédentaire n'ouvrant pas droit à paiement au titre d'heures supplémentaires. L'heure excédentaire permet de constituer un crédit d'heures ou de compenser un débit d'heures.

Les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire attendue, et dans la limite des reports créditeurs autorisés sont comptabilisées comme des heures excédentaires qui alimentent le report créditeur de l'agent.

Les heures effectuées sur l'initiative de l'agent au-delà des reports créditeurs autorisés ainsi que celles réalisées avant le début de la plage mobile du matin et après la plage mobile du soir ne peuvent en aucun cas constituer un crédit d'heures ou donner lieu à rémunération.

2.3.2. Heures excédentaires et durée du travail

Les heures excédentaires exercées sur l'initiative de l'agent ne doivent pas avoir pour effet de porter les durées quotidienne et hebdomadaire au-delà des limites légales fixées par les articles L 212-1 et L 212-7 du code du travail et de la limite conventionnelle pour la durée maximale de travail sur une période quelconque de douze semaines consécutives.

Ces limites sont appréciées à partir du temps de travail effectif quel que soit le nombre d'heures excédentaires réalisées.

2.3.3. Heures supplémentaires

Dès lors que le chef d'unité demande expressément à l'agent d'effectuer des heures au-delà de la durée hebdomadaire de référence, celles-ci constituent des heures supplémentaires de travail qui doivent être distinguées et rémunérées comme telles.

Afin de permettre aux agents effectuant régulièrement des heures supplémentaires, à la demande de la hiérarchie, de bénéficier du dispositif de reports débiteurs et créditeurs, les décomptes horaires excédant la durée hebdomadaire de référence attendue alimentent ceux-ci en premier lieu, dans les limites prévues par le règlement local d'horaires variables.

En cas de commande ponctuelle de réalisation d'heures supplémentaires, le dispositif de reports débiteurs et créditeurs est neutralisé. Les heures effectuées au-delà de l'horaire hebdomadaire de référence donnent lieu à la rémunération d'heures complémentaires ou supplémentaires.

III- Cadre de référence du régime des horaires variables

3.1. Dispositif général

3.1.1. Plages horaires

Toute journée complète comprend une plage mobile suivie d'une plage fixe pour la séance du matin et une plage fixe suivie d'une plage mobile pour la séance de l'après-midi (~~schéma en annexe~~).

Une troisième plage mobile peut être prévue pour le déjeuner ou pour une pause.

Le règlement local d'horaires variables fixe les heures et la durée de ces plages dans les limites suivantes :

- le début de la plage mobile du matin est fixé au plus tôt à 7h30, la fin de la plage mobile du soir à 19 heures au plus tard ;
- la durée minimum des plages fixes est de 2 heures, celle de l'après-midi peut cependant être modulée entre 1 heure et 2 heures dès lors que les conditions d'exploitation rendent cet aménagement possible ;
- la durée quotidienne cumulée des plages mobiles ne peut être inférieure à 1h30. Les plages mobiles du matin et du soir devront avoir une durée respective minimum de 30 mn ;
- l'interruption méridienne est au minimum de 45 mn.

3.1.2. Reports créditeurs et débiteurs

3.1.2.1. Dispositif de débit-crédit

Le dispositif dit de débit-crédit permet de reporter un nombre limité d'heures de travail d'une période sur l'autre :

- ♦ Report journalier maximum (temps de travail effectif réalisé sur l'initiative de l'agent au-delà de l'horaire quotidien de référence) : + ou - 2h30
- ♦ Report hebdomadaire maximum (temps de travail effectif réalisé sur l'initiative de l'agent au-delà de la durée hebdomadaire de référence) : + ou - 4h30
- ♦ Débit-crédit permanent (cumul des reports) : - 7h30 / + 10h

3.1.2.2. Conditions d'exercice des reports

1/ Reports positifs

Un agent ne peut effectuer des heures excédentaires à la seule fin de se constituer un crédit d'heures. Il ne peut prolonger la séance de travail au-delà de la durée quotidienne de référence que si la hiérarchie ne s'y oppose pas.

Les reports d'heures ne peuvent en aucun cas donner lieu à paiement.

Le report positif peut être récupéré sur les plages mobiles des jours suivants celui où il est constaté, mais également, par demi-journée(s) ou journée(s) après accord du chef de service en fonction des nécessités de service et des souhaits des intéressés. Pour exercer une demi-journée ou une journée de récupération, il conviendra de justifier d'un crédit correspondant.

Le nombre de journées de récupération est limité à 8 par année civile.

2/ Reports négatifs

Le report débiteur (débit-crédit permanent) constitué à l'issue du mois N devra impérativement être régularisé à la fin du mois N+3.

3.1.3. Répartition du temps de travail et temps de travail minimum et maximum

La durée hebdomadaire de travail est obligatoirement répartie sur tous les jours de la semaine, sauf cas particulier des formules d'aménagement du temps de travail à temps plein. Un agent à temps plein est attendu sur toutes les séances de travail du matin et de l'après-midi de la semaine.

Les heures de travail peuvent être réparties de façon inégale, dans le respect des durées quotidiennes légale et conventionnelle et des plages fixes.

Le temps de travail quotidien pour une journée complète ne peut pas être d'une durée supérieure à 10 heures et inférieure à 5 heures. Une demi-journée de travail ne peut être d'une durée supérieure à 5 heures et inférieure à 2 heures 30 min.

Le départ et l'arrivée lors d'une demi-journée de travail doivent prendre en compte le temps de la pause méridienne. En conséquence, la vacation de travail du matin doit se terminer au plus tard 45 minutes avant le début de la plage fixe de l'après-midi et la vacation de travail de l'après-midi ne peut commencer que 45 min après la fin de la plage fixe du matin.

3.1.4. Permanences

Lorsque la bonne marche du service, les nécessités de l'exploitation ou l'exercice d'une fonction d'accueil et d'information imposent la présence d'agents sur tout ou partie des plages mobiles, le règlement local d'horaires variables prévoit des permanences. Celles-ci sont susceptibles d'évoluer et de faire l'objet d'aménagements ultérieurs en fonction de contraintes d'exploitation.

Le règlement local d'horaires variables définit les jours et les horaires des permanences, le nombre minimum d'agents concernés pour chaque permanence ainsi que les modalités d'information du personnel. La planification des permanences est effectuée sous la responsabilité du chef d'unité.

3.1.5. Disposition applicable aux femmes enceintes

La réduction journalière du temps de travail accordée aux femmes enceintes peut s'appliquer indifféremment aux plages mobiles ou, dans la limite d'une demi-heure, aux plages fixes.

3.2. Dispositifs particuliers des services connaissant des contraintes horaires

Des dispositifs particuliers sont définis afin de permettre l'application d'un régime d'horaires variables à des unités dont la nature ou les contraintes d'exploitation imposent des horaires d'activité qui sortent du cadre général fixé ci-dessus.

Toutes les dispositions du présent accord trouvent à s'appliquer aux unités visées à l'exception des aménagements ci-après.

3.2.1. Services dont les contraintes d'exploitation imposent la présence de tout ou partie du personnel avant 7 heures 30 le matin ou le soir après 19 heures

Le règlement local d'horaires variables fixe les heures et la durée des plages mobiles du matin et du soir dans les limites suivantes :

- le début de la plage mobile du matin est fixé au plus tôt à 6 heures ;
- la fin de la plage mobile du soir peut être portée à 21 heures au plus tard.

Les autres dispositions de l'article 3.1. du présent accord s'appliquent.

3.2.2. Services dont l'activité se déroule sur une amplitude journalière élargie avec l'alternance d'agents sur un même poste de travail

Le règlement local d'horaires variables fixe les heures et la durée des plages mobiles dans les limites suivantes :

- le début de la plage mobile du matin est fixé au plus tôt à 6 heures
- la fin de la plage mobile du soir peut être portée à 21 heures au plus tard
- les plages mobiles du matin et du soir sont d'une durée maximum de 20 mn
- la durée quotidienne cumulée des plages mobiles peut être inférieure à 1h30
- la pause est au minimum de 20 mn
- la journée de travail comprend deux séances qui ne sont pas nécessairement réparties sur le matin et l'après-midi. Les deux séances de travail peuvent être exécutées sur tout ou partie de la matinée ou de l'après-midi.

IV- Procédures de mise en œuvre

4.1. Mise en place

4.1.1. Élaboration d'un règlement local d'horaires variables

La mise en place d'un régime d'horaires variables s'effectue conformément à l'article L 212-4-1 du code du travail.

Lorsqu'une demande de mise en place d'horaires variables est exprimée par certains agents par écrit, il appartient au chef d'unité d'examiner si l'institution de ce type d'horaires est compatible avec les contraintes d'exploitation, y compris dans les caisses. En cas de refus, il en informe les délégués syndicaux ou conventionnels dans le réseau et en précise les motifs.

Si cela s'avère possible, il élabore un règlement d'horaires variables en concertation avec les délégués syndicaux légaux ou conventionnels dans le réseau.

Pour favoriser la mise en œuvre de cette concertation, au Siège et dans les centres administratifs, chaque organisation syndicale peut, pour la représenter, mandater un agent de l'unité concernée par l'application du règlement local d'horaires variables.

Les délégués du personnel sont informés du projet d'établissement d'un règlement local d'horaires variables. Ce dernier est ensuite soumis au vote des agents qui bénéficieront du règlement local d'horaires variables. Il devra recueillir une majorité (50 % + 1) des votes exprimés pour être mis en place. Préalablement à sa mise en place, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et le Comité d'Etablissement sont consultés et l'Inspection du travail est informée.

Le règlement peut ne concerner qu'une partie d'un service, d'une unité, d'une direction ou d'un centre administratif si ces unités sont réparties dans plusieurs sites ou immeubles différents ou compte tenu de la nature de l'activité de certains agents.

4.1.2. Contenu du règlement local d'horaires variables

Le règlement local d'horaires variables définit le champ d'application, les plages fixes et mobiles, les reports débiteurs et créditeurs et les permanences en fonction des conditions locales d'exploitation, dans les limites fixées par le présent accord.

4.1.3. Période d'essai

La mise en place du régime d'horaires variables débute par une période d'essai dont la durée ne peut être inférieure à 3 mois. A l'issue de cette période, certaines dispositions du règlement pourront être modifiées.

Ce n'est qu'à l'issue de la période d'essai que le règlement entrera définitivement en vigueur.

4.2. Révision d'un règlement d'horaires variables

4.2.1. Modifications nécessitant une information du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et du Comité d'Établissement

A chaque fois que les dispositions du règlement sont modifiées afin d'étendre les possibilités offertes aux agents concernés (élargissement des plages mobiles, réduction des plages fixes, augmentation des reports créditeurs ou débiteurs) les modifications sont présentées pour information au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail puis au Comité d'Établissement.

4.2.2. Autres modifications nécessitant un avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et du Comité d'Établissement

Dans les autres cas, il y a lieu d'appliquer la procédure prévue à l'article 4.1.

4.3. Retour à un régime d'horaire collectif

Si le régime d'horaires variables s'avère incompatible avec le fonctionnement des services et les contraintes d'exploitation et de sécurité, le chef d'unité peut, après avoir informé les délégués syndicaux légaux ou conventionnels dans le réseau, revenir au régime de l'horaire collectif en faisant procéder à la consultation préalable du Comité d'Établissement et l'information de l'inspecteur du travail ainsi qu'à l'affichage des horaires collectifs.

V- Enregistrement des horaires

La durée du travail doit être décomptée quotidiennement, par enregistrement électronique, des heures de début et de fin de chaque période de travail pour l'ensemble du personnel.

Chaque agent dispose d'une carte d'enregistrement personnalisée dont il a la responsabilité.

Chaque agent doit effectuer au minimum quatre enregistrements électroniques par jour :

- lors de la première séance de travail en arrivant,
- en partant pour effectuer la pause (méridienne ou non),
- en revenant de la pause,
- à la fin de la seconde séance de travail,

Le règlement d'horaires variables peut prévoir que dans certaines situations exceptionnelles précisément définies le nombre d'enregistrements sera ramené à deux.

La présence de l'agent est requise sur toutes les plages fixes. Toute sortie de l'établissement pendant une plage fixe à des fins personnelles doit être préalablement autorisée par la hiérarchie, faire l'objet d'un enregistrement électronique et être déduite du temps de présence.

VI- Temps partiel

6.1. Définition légale

Sont considérés comme agents à temps partiel les agents dont la durée du travail est inférieure :

- à la durée légale du travail ou, lorsque ces durées sont inférieures à la durée légale, à la durée du travail fixée conventionnellement pour l'entreprise ou aux durées du travail applicables dans l'établissement ;
- à la durée mensuelle résultant de l'application, sur cette période, de la durée légale du travail ou, si elles sont inférieures, de la durée du travail fixée conventionnellement pour l'entreprise ou des durées du travail applicables dans l'établissement ;
- à la durée du travail annuelle résultant de l'application sur cette période de la durée légale du travail ou, si elles sont inférieures, de la durée du travail fixée conventionnellement pour l'entreprise ou des durées du travail applicables dans l'établissement, diminuée des heures correspondant aux jours de congés légaux et aux jours fériés mentionnés à l'article L 222-1.

6.2. Régime d'horaires variables et temps partiel

Les agents à temps partiel peuvent bénéficier d'un régime d'horaires variables.

Les heures excédentaires exercées sur l'initiative de l'agent ne doivent pas avoir pour effet de porter les durées quotidienne et hebdomadaire au-delà des limites légales fixées par les articles L 212-1 et L 212-4-3 du code du travail.

Ces limites sont appréciées à partir du temps de travail effectif quel que soit le nombre d'heures excédentaires reportables.

6.3. Répartition et durée des vacances

La répartition du travail s'inscrit dans un cadre hebdomadaire ou pluri-hebdomadaire conformément aux dispositions légales, conventionnelles ou réglementaires.

La durée hebdomadaire du travail attendue correspond au produit de la durée quotidienne de référence par le nombre de jours travaillés. Si la période de décompte du temps de travail dépasse le cadre hebdomadaire, la durée du travail attendue est déterminée en fonction de la formule d'aménagement du temps de travail retenue. Cependant, les reports débiteurs et créditeurs s'apprécient dans le cadre hebdomadaire.

Les heures de travail peuvent être réparties de façon inégale, dans le respect des durées quotidiennes légale et conventionnelle, des plages fixes.

Les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire attendue, et dans la limite des reports créditeurs autorisés (4h30 par semaine, 10h au plus) sont comptabilisées comme des heures excédentaires qui alimentent le report créditeur de l'agent. Si ces heures sont réalisées à la demande expresse de la hiérarchie, elles sont alors validées comme heures complémentaires.

VII- Non-respect des dispositions conventionnelles

7.1. Enregistrement sur plage fixe

Tout enregistrement sur plage fixe sera traité comme un retard sur l'horaire collectif dans un régime d'horaire fixe.

7.2. Enregistrement au-delà des plages mobiles

Le règlement prévoit systématiquement une heure de début de la plage mobile du matin (ou de la première séance de travail) et une heure de fin de plage mobile de l'après-midi (ou de la seconde séance de travail). Sauf demande expresse de la hiérarchie, l'agent doit impérativement respecter ces limites et ne peut ni anticiper son arrivée à la Banque ni retarder son départ de telle façon qu'il enregistrerait des horaires de présence en dehors des plages mobiles. Si tel est le cas, le temps de présence au-delà des plages mobiles ne sera pas comptabilisé dans les décomptes horaires.

En cas de manquements répétés, le chef d'unité procèdera à la suspension pendant une durée de trois mois du régime d'horaires variables. En cas de récidive dans une période de douze mois, l'agent est alors placé sous un régime d'horaire fixe.

7.3. Omission d'enregistrement

L'omission d'enregistrement de l'horaire d'entrée ou de sortie est considérée comme une absence, sauf intervention du chef d'unité.

L'oubli d'enregistrement lors de la pause méridienne par un agent ayant enregistré le matin (ou lors de la première séance du matin) équivaut à une sortie à la fin de la plage fixe du matin (ou de la première séance de travail de la journée) et (ou) à un retour au début de la plage fixe de l'après-midi (ou de la seconde séance de travail de la journée).

L'omission d'enregistrement le soir (ou à la fin de la deuxième séance de travail de la journée) est assimilée à une sortie à la fin de la plage fixe de l'après-midi (ou à la fin de la deuxième séance de travail de la journée).

Le chef d'unité peut, s'il l'estime justifié et sous sa responsabilité, intervenir pour remédier à l'omission d'enregistrement.

7.4. Dépassement du cumul négatif autorisé de 7h30

Lorsque le plafond de 7h30 est dépassé, l'agent doit ramener ce report négatif à un niveau inférieur à 7h30 dès la semaine suivante. A défaut, il est procédé en vue de l'apurement de ce report débiteur après consultation de l'agent :

- soit à l'affectation d'un jour de repos ou de RTT à hauteur de la durée quotidienne de travail de référence de l'agent, dans la limite de 2 jours par an ;
- soit à une retenue sur salaire à hauteur du report débiteur.

7.5. Non-régularisation d'un report débiteur inférieur ou égal à 7h30 dans le délai de 3 mois

Lorsque dans le délai de trois mois le report débiteur n'est pas ramené à zéro, il est procédé à une retenue sur le salaire. En cas de longue maladie, ce délai est suspendu.

7.6. Dépassement des reports créditeurs

Toute heure effectuée sur l'initiative de l'agent au-delà des limites des reports créditeurs prévus par le règlement d'horaires variables n'est pas prise en compte dans le décompte horaire hebdomadaire.

7.7. Permanence non travaillée

Le refus répété d'effectuer une permanence définie dans les conditions de l'article 3.1.4. entraîne la suspension pendant trois mois du bénéfice du régime d'horaires variables. En cas de récidive dans une période de douze mois, l'agent est alors placé sous un régime d'horaire fixe.

7.8. Utilisation frauduleuse de la carte d'enregistrement des horaires

Il est formellement interdit à tout agent de détenir d'autres cartes que la sienne et de procéder à l'enregistrement des horaires pour le compte d'autres agents.

Toute utilisation frauduleuse délibérée entraînera la suppression du bénéfice du régime d'horaires variables et l'engagement d'une procédure disciplinaire.

7.9. Autres manquements individuels

Tout autre manquement aux dispositions conventionnelles ou légales donnera lieu à un retour à un régime d'horaire fixe.

VIII- DISPOSITIONS DIVERSES

8.1. Information des agents

Le règlement d'horaires variables est remis lors de sa mise en application à chaque agent contre émargement et est ensuite affiché dans chacun des lieux de travail où il s'applique.

Chaque agent nouvellement affecté se verra remettre par le chef d'unité le règlement local d'horaires variables de l'unité.

8.2. Dates d'effet

Le présent accord prend effet le 1^{er} jour ouvrable du mois qui suit la date de sa signature.

8.3. Protocoles locaux d'horaires variables en vigueur

Lorsque le protocole local d'horaires variables en vigueur au moment de la date d'effet du présent accord n'est pas conforme à celui-ci, il appartient au chef d'unité de proposer un règlement d'horaires variables dans un délai de six mois, en se conformant à la procédure prévue à l'article 4.1.

Si le protocole local d'horaires variables en vigueur au moment de la date d'effet du présent accord est estimé conforme à celui-ci, la procédure de révision prévue à l'article 4.2.1. est appliquée.

La conformité est appréciée particulièrement au regard :

- des plages horaires
- des reports créditeurs et débiteurs
- des permanences

8.4. Commission de suivi

Une commission de suivi, qui se réunit à la convenance des parties signataires et au moins une fois par an, a pour mission de s'assurer des conditions d'application du présent accord et de contribuer à la résolution des différends qui peuvent survenir. Elle examine l'adaptation de l'accord en cas de modifications législatives ou de dispositions réglementaires affectant le dispositif en place.

Présidée par un représentant de la Direction générale des ressources humaines, elle est composée de trois membres de l'administration, dont le président, et de deux représentants de chaque syndicat signataire.

8.5. Révision et dépôt de l'accord

L'accord est conclu pour une durée indéterminée. Il est révisable selon les conditions fixées par l'article L 132-7 du code du travail. Les conditions de sa dénonciation sont celles prévues à l'article L 132-8 du Code du travail.

L'accord est déposé en cinq exemplaires auprès de la Direction départementale du travail et de l'emploi de Paris.

Fait à Paris, le 20 juillet 2004

Pour le Syndicat National du Personnel
des Cadres et de la Maîtrise de la Banque
de France (C.F.E.-C.G.C.)

Le Gouverneur
de la Banque de France

Brigitte ANDRE

Christian NOYER

Pour le Syndicat C.F.T.C. du personnel et
des employés des œuvres sociales
diverses de la Banque de France

Marylène FUMERON

Pour le Syndicat des Indépendants et
Chrétiens de la Banque de France (S.I.C.)

Michel FARNY

Pour le Syndicat National Autonome du
personnel de la Banque de France
Solidaires (S.N.A.B.F.)

Michel FELCE

Pour le Syndicat C.F.D.T.
de la Banque de France

Patricia MILLEPIED

Pour le Syndicat national C.G.T.
de la Banque de France

Jean-Louis CORVAISIER